

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le **25 JUIL. 2017**

TÉLÉDOC 242  
139, RUE DE BERCY  
75572 PARIS CEDEX 12

NOR CPAB1718087C  
N° interne **DF-1BLF-17-3300**

LE MINISTRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS

À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES  
ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

A L'ATTENTION DE MESDAMES ET MESSIEURS  
LES RESPONSABLES DE LA FONCTION  
FINANCIÈRE MINISTÉRIELLE ET  
LES DIRECTEURS DES AFFAIRES FINANCIÈRES  
ET LES RESPONSABLES DE PROGRAMME

**Objet : Préparation du projet de loi de finances pour 2018 : annexes générales jaunes**

P.J : 10

L'article 51-7° de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) prévoit que le gouvernement joint chaque année au projet de loi de finances des annexes générales destinées à l'information et au contrôle du Parlement, dites « annexes jaunes ». Ces annexes sont actuellement au nombre de 27.

Les données chiffrées contenues dans les « jaunes » doivent être actualisées et cohérentes avec celles contenues dans les projets annuels de performances.

Toutefois, au regard des commentaires réguliers formulés par les commissions des assemblées, il est nécessaire d'améliorer la qualité de ces documents, qui ne sauraient constituer une simple reprise d'informations déjà disponibles dans les projets annuels de performances ou dans les documents rendus publics par les administrations.

**Vous veillerez, par conséquent, à prévoir l'insertion de commentaires ou d'analyses qui permettent d'apporter un éclairage sur le contexte de la mise en œuvre et sur les objectifs des politiques publiques. Le ministère principalement concerné par chaque « jaune » devra notamment s'assurer que le document comporte une introduction générale qui mette en perspective les données présentées, rappelle les objectifs de la politique poursuivie et fournisse des précisions méthodologiques le cas échéant.**

Votre concours à l'élaboration de ces annexes s'établira selon les modalités suivantes :

- Si votre département ministériel est responsable de l'élaboration d'un fascicule « jaune » : vos services assureront la centralisation des données, les exploiteront et prépareront un projet de texte en s'assurant de sa mise en forme graphique. Ce projet, une fois finalisé (voir l'annexe X) devra être transmis à vos correspondants réguliers de la direction du budget le **vendredi 15 septembre** au plus tard, sauf calendrier spécifique mentionné à l'annexe 1 de la présente circulaire ;

Diffusion générale

Si votre département ministériel doit contribuer à un ou plusieurs « jaunes », il appartiendra à vos services de transmettre les informations nécessaires au ministère désigné comme responsable du fascicule, ainsi qu'au bureau sectoriel compétent de la direction du budget.

Votre attention est à nouveau appelée sur le respect des exigences de format de transmission imposées par la publication des données sur le site data.gouv.fr (cf. annexe IX).

Nouveau

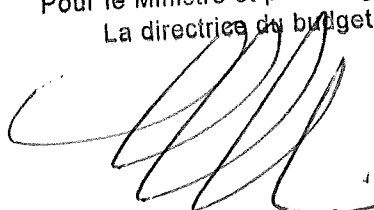
Le renseignement et la collecte d'informations nécessaires à l'élaboration du « jaune » Associations (annexe VIII) connaissent une évolution majeure. Désormais, vous devez remplir les informations manquantes sur les données extraites d'une restitution Chorus qui s'appuie sur le numéro SIRET de l'association et non plus sur le numéro SIREN.

J'attire votre attention sur le fait que dans la foulée de nos échanges en comité des directeurs des affaires financières, ces documents ne seront en principe par soumis à la validation politique des cabinets.

**Je vous rappelle également les contraintes de délais qui s'attachent à la production de ces documents :** l'article 39 de la LOLF dispose que *« chaque annexe générale destinée à l'information et au contrôle du Parlement est déposée sur le bureau des Assemblées et distribuée au moins cinq jours avant l'examen, par l'Assemblée nationale en première lecture, des recettes ou des crédits auxquels elle se rapporte »*.

Je vous invite à vous organiser en vue d'assurer le strict respect des délais de livraison de ces documents.

Pour le Ministre et par délégation  
La directrice du budget



Amélie VERDIER

# ANNEXE I

## LISTE DES ANNEXES « JAUNES » ASSOCIEES AU PLF 2018

Intitulé des annexes « jaunes »	Base juridique	Correspondants
Agences de l'eau	Article 82 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques	Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature Direction de l'eau et de la biodiversité Bureau des agences et offices de l'eau <b><u>Baptiste Blanchard</u></b> <b>Tél : 01.40.81.33.00</b> <a href="mailto:baptiste.blanchard@developpement-durable.gouv.fr">baptiste.blanchard@developpement-durable.gouv.fr</a> <b><u>Farid Cheguettine</u></b> <b>Tél : 01.40.81.30.62</b> <a href="mailto:farid.cheguettine@developpement-durable.gouv.fr">farid.cheguettine@developpement-durable.gouv.fr</a>
Bilan des relations financières entre l'État et la protection sociale	Article 40 de la loi n°2000-656 du 13 juillet 2000 de finances rectificative pour 2000	Ministère des finances et des comptes publics Direction du budget <b><u>Colin Thomas</u></b> Bureau 6BCS <b>Tél : 01.53.18.27.07</b> <a href="mailto:colin.thomas@finances.gouv.fr">colin.thomas@finances.gouv.fr</a>
Effort financier de l'État dans le domaine de la culture et de la communication	Décision du Premier ministre du 25 avril 1997	Ministère de la Culture et de la Communication Secrétariat général Direction de l'administration générale Sous-direction des affaires financières et générales Bureau du budget et des affaires financières Victor Harlé Tél : 01.40.15.83.43 <a href="mailto:victor.harle@culture.gouv.fr">victor.harle@culture.gouv.fr</a> Laura Phan Chân Thê Tél : 01.40.15.37.22 <a href="mailto:charlotte.pannetier@culture.gouv.fr">charlotte.pannetier@culture.gouv.fr</a>
Transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales	Article 108 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007	Ministère des finances et des comptes publics Direction du budget <b><u>Baptiste Bourboulon</u></b> Bureau 5BCL <b>Tél : 01.53.18.28.57</b> <a href="mailto:baptiste.bourboulon@finances.gouv.fr">baptiste.bourboulon@finances.gouv.fr</a>
Effort financier de l'État en faveur des petites et moyennes entreprises	Article 106 de la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 de finances pour 1996	Ministère de l'économie, du redressement productif et du numérique Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services Bureau des affaires budgétaires et financières <b><u>Lucile Prévot</u></b> <b>Tél : 01.79.84.32.92</b> <a href="mailto:lucile.prevot@finances.gouv.fr">lucile.prevot@finances.gouv.fr</a>  <b><u>Dorothée Lemarquis</u></b> <b>Tél : 01.79.84.32.31</b> <a href="mailto:Dorothée.lemarquis@finances.gouv.fr">Dorothée.lemarquis@finances.gouv.fr</a>

Etat récapitulatif de l'effort financier consenti en 2012 et prévu en 2013 au titre de la protection de la nature et de l'environnement	Article 131 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 de finances pour 1990	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Secrétariat général Service des affaires financières Tour Pascal B - 92055 La Défense Cedex <b><u>Anne-Marie Le Mogne cheffe de bureau</u></b> <b>Tél : 01.40.81.64.57</b> <a href="mailto:anne-marie.le-mognet@developpement-durable.gouv.fr">anne-marie.le-mognet@developpement-durable.gouv.fr</a>  <b><u>Boîte fonctionnelle :</u></b> <a href="mailto:bc1.bc.saf.sg@developpement-durable.gouv.fr">bc1.bc.saf.sg@developpement-durable.gouv.fr</a>  Ministère des finances et des comptes publics Direction du budget, bureau 4BDD – télédéc 278 <b><u>Olivier Dufreix</u></b> <a href="mailto:olivier.dufreix@finances.gouv.fr">olivier.dufreix@finances.gouv.fr</a>
Etat récapitulatif des crédits de fonds de concours et attributions de produits	Depuis la loi de finances pour 1995 le « vert » fonds de concours est remplacé par l'annexe informative « jaune »	Ministère des finances et des comptes publics Direction du budget <b><u>Baptiste Quero</u></b> Bureau 1BE <b>Tél : 01.53.18.70.79</b> <a href="mailto:baptiste.quero@finances.gouv.fr">baptiste.quero@finances.gouv.fr</a>
Formation professionnelle	Article D6122-1 du code du travail	Ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle Sous-direction des politiques de formation et du contrôle Sous-direction des politiques de formation et du contrôle Mission droit et financement de la formation professionnelle Chef de mission : <b><u>Franck Fauchon</u></b> <b>Tel : 01 43 19 33 69</b> <a href="mailto:franck.fauchon@emploi.gouv.fr">franck.fauchon@emploi.gouv.fr</a> <b><u>Jonathan Emsellem</u></b> chargé de mission <b>Tél : 01.43.19.33.56</b> <a href="mailto:jonathan.emsellem@emploi.gouv.fr">jonathan.emsellem@emploi.gouv.fr</a>
Liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres	Article 112 de la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 de finances pour 1996	Secrétariat général du gouvernement Service de la législation et de la qualité du droit <b><u>Olivier Cortes</u></b> <b>Tél : 01.42.75.71.83</b> <a href="mailto:olivier.cortes@sgg.pm.gouv.fr">olivier.cortes@sgg.pm.gouv.fr</a>

Rapport évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements	Article 136 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008	Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature Sous-direction du financement du logement <b><u>Sylvie Ravalet</u></b> Tél : 01.40.81.92.69 <a href="mailto:sylvie.ravalet@developpement-durable.gouv.fr">sylvie.ravalet@developpement-durable.gouv.fr</a>
Rapport relatif à l'État actionnaire	Article 110 de la loi n° 2002-1575 de finances pour 2003	Ministère de l'Economie et des finances Agence des participations de l'Etat <b><u>Jerome Baron</u></b> Secrétaire général Tél : 01.44.87.71.31 <a href="mailto:jerome.baron@ape.finances.gouv.fr">jerome.baron@ape.finances.gouv.fr</a>
Rapport sur la gestion du fonds de solidarité	Article 8 de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi Ordonnance n° 84-198 du 21 mars 1984	Ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle <b><u>Alexandre Delport</u></b> Tél : 01.43.19.32.71 <a href="mailto:alexandre.delport@emploi.gouv.fr">alexandre.delport@emploi.gouv.fr</a>
Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures	Article 129 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Direction générale pour la recherche et l'innovation DGRI SPFCO B1 <b><u>Maurice Caraboni</u></b> Chef du département de la gestion et du pilotage budgétaire des programmes 1, rue Descartes 75005 - PARIS Tél : 01.55.55.85.37 <a href="mailto:maurice.caraboni@recherche.gouv.fr">maurice.caraboni@recherche.gouv.fr</a>
Rapport sur l'état de la fonction publique et les rémunérations	Article 102 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007	Ministère de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique <b><u>Adrien Friez</u></b> Tél : 01.55.07.41.54 <a href="mailto:Adrien.friez@finances.gouv.fr">Adrien.friez@finances.gouv.fr</a>
Rapport sur les pensions de retraite de la fonction publique	Article 102 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007	Ministère des finances et des comptes publics Direction du budget <b><u>Laura Guillemine</u></b> Bureau 6BRS Tél : 01.53.18.27.06 <a href="mailto:laura.guillemine@finances.gouv.fr">laura.guillemine@finances.gouv.fr</a>
Relations financières avec l'Union européenne	Article 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005	Ministère des finances et des comptes publics Direction du budget <b><u>Carole Anselin</u></b> Bureau 7BUE Tél : 01.53.18.28.81 <a href="mailto:Carole.anselin@finances.gouv.fr">Carole.anselin@finances.gouv.fr</a>
Rapport sur le financement de la transition énergétique	Article 174 de la loi de n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la	Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie Direction générale de l'énergie et du climat

	croissance verte	<b>Fabienne Ricard</b> Tél : 01.40.81.97.83 <a href="mailto:fabienne.ricard@developpement-durable.gouv.fr">fabienne.ricard@developpement-durable.gouv.fr</a> <b>Ludovic Armand</b> Tél : 01.40.81.80.93 <a href="mailto:ludovic.armand@developpement-durable.gouv.fr">ludovic.armand@developpement-durable.gouv.fr</a>
Effort financier de l'Etat en faveur des associations	Article 186 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009.	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social Ministère Affaires sociales et de la santé- Ministère des sports de la jeunesse, de l'Education populaire et de la vie associative Direction des sports <b>Thomas Alazard (P.219)</b> 95, avenue de France 75650 - PARIS <b>Tél : 01.40.45.93.55</b> <a href="mailto:thomas.alazard@jeunesse-sports.gouv.fr">thomas.alazard@jeunesse-sports.gouv.fr</a> Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative <b>Béatrice Genna (P.163)</b> 95, avenue de France 75650 - PARIS <b>Tél : 01.40.45.95.44</b> <a href="mailto:beatrice.genna@jeunesse-sports.gouv.fr">beatrice.genna@jeunesse-sports.gouv.fr</a>
Rapport relatif à la mise en œuvre et au suivi des investissements d'avenir	Article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010.	Services du Premier ministre Commissariat général à l'investissement <b>Edouard Bloch-Eschoffier</b> <b>Tél : 01.42.75.64.45</b> <a href="mailto:edouard.bloch-eschoffier@pm.gouv.fr">edouard.bloch-eschoffier@pm.gouv.fr</a>
Evaluation des grands projets d'investissement public	Article 4 du Décret n° 2013-1211 du 23 décembre 2013 relatif à la procédure d'évaluation des investissements publics en application de l'article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017	Services du Premier ministre Commissariat général à l'investissement <b>Edouard Bloch-Eschoffier</b> <b>Tél : 01.42.75.64.45</b> <a href="mailto:edouard.bloch-eschoffier@pm.gouv.fr">edouard.bloch-eschoffier@pm.gouv.fr</a>
Revue de Dépenses	Article 22 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019	
Rapport sur la gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Article L561-5 du Code de l'environnement	Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie Direction Générale de la Prévention des Risques Service des Risques Naturels et Hydrauliques <b>Thierry Hubert</b> <a href="mailto:Thierry.hubert@developpement-durable.gouv.fr">Thierry.hubert@developpement-durable.gouv.fr</a> adjoint chef de service <b>Tél : 01 40 81 88 40</b>

		<b><u>Francis Poupel</u></b> <a href="mailto:Francis.Poupel@developpement-durable.gouv.fr">Francis.Poupel@developpement-durable.gouv.fr</a> chef du bureau de l'action territoriale <b>Tél : - 01 40 81 89 16</b> Arche Nord - 92055 la Défense cedex
Rapport sur la programmation des emplois de la participation des employeurs à l'effort de construction	Article 192 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009	Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature Sous-direction du financement du logement <b><u>Sylvie Ravalet</u></b> <b>Tél : 01.40.81.92.69</b> <a href="mailto:sylvie.ravalet@developpement-durable.gouv.fr">sylvie.ravalet@developpement-durable.gouv.fr</a>
Rapport annuel du gouvernement portant sur le réseau conventionnel de la France en matière d'échange de renseignements		Ministère des finances et des comptes publics Direction générale des finances publiques DLF 139, rue de Bercy 75572 - PARIS <b><u>Grégoire Devirmendjian</u></b> <a href="mailto:gregoire.devirmendjian@dgfip.finances.gouv.fr">gregoire.devirmendjian@dgfip.finances.gouv.fr</a> <b>Tél : 01.53.18.90.40</b>
Personnels affectés dans les cabinets ministériels	Rapport d'initiative gouvernementale	
Opérateurs de l'Etat	Article 14 n°2006-888 du 19 juillet 2006 portant règlement définitif du budget de 2005	
Rapport sur les autorités publiques indépendantes	Article 106 de la loi n°2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012	Ministère des finances et des comptes publics Direction du budget <b><u>Michel Barnoud</u></b> <a href="mailto:michel.barnoud@finances.gouv.fr">michel.barnoud@finances.gouv.fr</a> <b>Tel : 01.53.18.64.69</b>

## ANNEXE 1 Bis

### CALENDRIER DES LIVRAISONS

Documents	Dates de livraisons
Etat récapitulatif des crédits de fonds de concours et d'attributions de produits	13 septembre 2017
Etat récapitulatif de l'effort financier de l'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Etat récapitulatif de l'effort financier prévu en 2015 dans le domaine de la culture et de la communication	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Etat récapitulatif de l'effort financier consenti en 2016 et prévu en 2017 au titre de la protection de la nature et de l'environnement	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Effort financier de l'Etat en faveur des associations	
- Tableaux Excel	1 <sup>er</sup> septembre 2017
- Farandole	13 septembre 2017



## ANNEXE II

### « ÉTAT RÉCAPITULATIF DES CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS »

En application des articles 17-II et 51-5° de la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances, l'évaluation des crédits de fonds de concours et d'attributions de produits est retracée dans les annexes explicatives du projet de loi de finances.

L'annexe informative du PLF 2018 relative aux fonds de concours et attributions de produits devra retracer, par programme au sein d'un ministère, les données suivantes :

- les crédits ouverts en 2016, précisant, pour les ministères concernés, la part des AE ouvertes préalablement à l'encaissement des fonds (autorisations d'engagement préalable (AEP), en application de l'article 5 du décret n° 2007-44 du 11 janvier 2007 modifié le 24 juillet 2013<sup>1</sup>) ;
- les crédits ouverts au 31 juillet 2017 distinguant la part des AEP ;
- les prévisions d'ouverture d'AEP pour 2018.

A partir des données disponibles dans Chorus, il vous est demandé de **fournir, par programme, un texte de présentation des crédits ouverts au 31 juillet 2017** (arrêtés publiés au Journal officiel à cette date) **et d'expliquer les variations observées par rapport à la prévision de LFI, en actualisant celle-ci le cas échéant :**

**Vous établirez une prévision des ouvertures d'AEP pour 2018 et joindrez une fiche détaillant cette prévision par fonds de concours.**

**Il vous est demandé, en outre, de signaler les fonds de concours ou attributions de produits que vous projetez de supprimer ou de regrouper. A cet effet, un état des fonds inactifs ainsi que les modalités de l'exercice vous seront prochainement communiqués par circulaire.**

Cette annexe devant impérativement être déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale en même temps que le projet de loi de finances pour 2018, soit au plus tard le 1<sup>er</sup> mardi d'octobre, il vous est instamment demandé de bien vouloir respecter la date de transmission des données utiles indiquée ci-dessous.

#### Conditions et date d'envoi :

*Ces documents et informations seront adressés, par messagerie, au plus tard le 13 septembre 2017.*

⇒ à la direction du budget, bureau 1BE  
Baptiste Quero ☎ 01.53.18.70.79  
baptiste.quero@finances.gouv.fr

---

Art. 5. - L'ouverture des crédits est réalisée en autorisations d'engagements et en crédits de paiement après l'encaissement des fonds. Toutefois, pour les dépenses au titre d'opérations d'investissement, au sens du deuxième alinéa de l'article 8 de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 susvisée, donnant lieu à un contrat ou une convention prévoyant plusieurs phases ou éléments, une ou plusieurs autorisations d'engagement sont ouvertes par arrêté du ministre chargé du budget sur proposition du ministère intéressé. Les crédits de paiement afférents à cette ou ces autorisations d'engagement sont ouverts, par arrêté du ministre chargé du budget, au fur et à mesure de l'encaissement des fonds correspondant aux titres de perception émis à chaque échéance prévue par le contrat ou la convention

### **ANNEXE III**

#### **JAUNE « TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES » ANNEXE AU PLF 2018**

Le Jaune « Transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales » est en grande partie construit autour de la centralisation des évaluations prévisionnelles du montant des subventions à verser aux collectivités territoriales dites de « catégorie 63 » renseignées dans les programmes annuels de performance (PAP). Ces données doivent être les plus fiables possibles et, comparables avec les montants de l'exécution de l'année précédente, en l'absence de réformes des dispositifs concernés.

Les montants prévisionnels des subventions de nombreux programmes demeurent sous- ou sur-évalués en LFI 2017 par rapport aux crédits consommés en 2016. La Cour des comptes et le Parlement continuent de s'étonner de cette situation.

Certains programmes présentent la caractéristique d'être abondés de manière récurrente, en cours de gestion, par décrets de transferts ou fonds de concours, ce qui rend parfois difficile l'évaluation initiale. En outre l'ouverture conjoncturelle de crédits explique parfois une partie de ces différences. Néanmoins, des écarts importants, observés d'une année sur l'autre, demeurent inexpliqués.

Il est donc demandé aux ministères de prêter une grande attention aux montants qui seront renseignés dans les PAP 2018 et qui sont ensuite repris dans l'annexe jaune « Transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales ». Il pourra également vous être demandé, en cas de réforme de certains dispositifs, de fournir des explications détaillées. Nous sommes effectivement tenus d'expliquer tout écart significatif avec les montants relevés les années précédentes.

## ANNEXE IV

### RELATIVE AU JAUNE « ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'EFFORT FINANCIER DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES »

En application des dispositions de l'article 106 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995), le Gouvernement est tenu de présenter au Parlement, en annexe au projet de loi de finances, un rapport rendant compte de l'ensemble de l'effort financier de l'État en faveur des petites et moyennes entreprises.

La structure de cette annexe reste quasiment inchangée dans le cadre du projet de loi de finances pour 2018.

Le rapport récapitule l'ensemble des crédits effectivement consommés en 2016, des crédits inscrits dans la loi de finances de l'année en cours 2017 et dans le projet de loi de finances pour 2018. **La présentation s'effectue par ministère. La maquette retenue devra être alignée sur les nouveaux périmètres ministériels.**

A cet effet, vous voudrez bien remplir le tableau ci-joint et vous l'accompagnerez de commentaires précisant la nature des actions financées en faveur des PME, en retenant les critères déterminés dans la recommandation de la commission n° 2003/361/CE du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises. Si possible, vous détaillerez les contributions relatives à ces trois catégories d'entreprises. Vous voudrez bien également commenter les variations significatives qui apparaîtraient et recenser, le cas échéant, l'ensemble des dépenses fiscales en faveur des PME.

#### Conditions et date d'envoi :

*Ces documents seront adressés, simultanément, au plus tard le 24 juillet 2017 :*

⇒ A la direction générale des entreprises (DGE)

*Direction générale des entreprises  
Bureau des affaires budgétaires et financières*

*Lucile Prévot*

*☎ 01 79 84 32 92*

*mèl : [lucile.prevot@finances.gouv.fr](mailto:lucile.prevot@finances.gouv.fr)*

*Dorothée Lemarquis*

*☎ 01 79 84 32 31*

*mèl : [dorothée.lemarquis@finances.gouv.fr](mailto:dorothée.lemarquis@finances.gouv.fr)*

*Sylvia Portut*

*☎ 01 79 84 31 83*

*mèl : [lucile.prevot@finances.gouv.fr](mailto:lucile.prevot@finances.gouv.fr)*

⇒ A la direction du budget

*Direction du budget  
Bureau 3BEPII – télédéc 236*

*Charles-Henry Glaise*

*[charles-henry.glaise@finances.gouv.fr](mailto:charles-henry.glaise@finances.gouv.fr)*

# ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'EFFORT FINANCIER DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

## DÉPENSES CONCOURANT A L'EFFORT FINANCIER EN FAVEUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Budget de .....

Mission	Programme	Crédits consommés en 2016		Loi de finances pour 2017		Projet de loi de finances pour 2018	
		AE <sup>(1)</sup>	CP	AE	CP	AE	CP
	1) Actions destinées spécifiquement aux PME. micro-entreprises petites entreprises  Moyennes entreprises  2) Actions bénéficiant à l'ensemble des entreprises, mais non spécifiquement réservées aux PME -						

(1) : AE déléguées si les consommations ne sont pas connues.

## **ANNEXE V**

### **JAUNE « LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DES MINISTRES »**

En application des dispositions de l'article 112 modifié de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995), le Gouvernement présente chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, la liste de toutes les commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

**Cette liste indique le nombre de membres de ces organismes ainsi que, pour les trois années précédentes, leur coût de fonctionnement et le nombre de réunions qu'ils ont tenues pendant cette même période. Le document doit également mentionner les commissions et instances créées ou supprimées depuis l'exercice précédent.**

Le secrétariat général du Gouvernement est, comme les années précédentes, chargé de l'élaboration de ce document. Il prendra ainsi prochainement votre attache pour solliciter votre concours dans l'élaboration de cette annexe pour la préparation du PLF 2018.

## ANNEXE VI

### ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'EFFORT FINANCIER PRÉVU EN 2018 DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Le Gouvernement a décidé de présenter chaque année au Parlement un état présentant l'ensemble des crédits et des dépenses fiscales inscrits dans le projet de loi de finances en faveur des activités culturelles, conformément à la décision du Premier ministre en date du 25 avril 1997.

#### I. Présentation du document

Cette annexe informative, qui retrace l'ensemble des crédits de l'État consacrés à la culture, comprendra des données budgétaires accompagnées de commentaires explicitant de manière synthétique les orientations prises et les actions menées par chaque ministère dans le domaine culturel.

Au sens strict, le domaine culturel comprend : la création, l'enseignement, la formation, la conservation et la diffusion. Les données devront s'étendre, non seulement au domaine culturel proprement dit, mais aussi à la presse, à l'audiovisuel et à l'animation culturelle.

Les critères principaux qui devront être retenus pour la comptabilisation des crédits consacrés à la culture sont les suivants :

- crédits de personnel et de fonctionnement comprenant tous les crédits affectés à des fonctions ou à des institutions considérées comme culturelles, tant en France qu'à l'étranger : enseignements artistiques à l'école et dans l'enseignement supérieur, action culturelle à l'étranger, bibliothèques publiques des universités et des ministères, etc.
- crédits d'intervention comprenant les crédits qui, par l'aide spécifique ou par le soutien qu'ils apportent à une association, une administration ou toute autre organisation, permettent un développement ou une action culturelle (interventions en France et à l'étranger) ;
- crédits d'investissement comprenant les crédits affectés à tout équipement culturel par destination et les crédits affectés à la restauration d'édifices protégés, quelle que soit leur fonction.

Vous voudrez bien remplir les fiches suivantes :

a) **un tableau** qui reprend par grandes politiques, les crédits dédiés au domaine culturel, à répartir selon les axes indiqués (patrimoine, création, transmission des savoirs et recherche, presse, livre et industries culturelles, audiovisuel), dont vous trouverez le modèle ci-après ;

b) **un commentaire explicatif** retraçant de manière synthétique la nature des actions menées par votre département ministériel ainsi que vos priorités pour 2018 dans le domaine culturel.

#### II. Conditions et dates d'envoi

*Ces documents seront adressés, simultanément, au plus tard le 30 juillet 2017*

⇒ au Ministère de la Culture et de la Communication  
Secrétariat général  
Direction de l'administration générale  
Sous- direction des affaires financières et générales  
Département des affaires budgétaires et de la synthèse  
182, rue Saint-Honoré 75001 Paris

[victor.harle@culture.gouv.fr](mailto:victor.harle@culture.gouv.fr) : 01.40.15.83.43  
[michel.leite-ferreira@culture.gouv.fr](mailto:michel.leite-ferreira@culture.gouv.fr) : 01.40.15.78.74

⇒ à la direction du budget, bureau 8BCJS :

[tristan.mouyna-hainry@finances.gouv.fr](mailto:tristan.mouyna-hainry@finances.gouv.fr) : 01 53 18 71 33  
et [teouta.dzara-xharra@finances.gouv.fr](mailto:teouta.dzara-xharra@finances.gouv.fr) : 01 53 18 26 19

**ANNEXE VII**  
**RELATIVE AU JAUNE « ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'EFFORT FINANCIER**  
**CONSENTI EN 2017**  
**ET PRÉVU EN 2018 AU TITRE DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE**  
**L'ENVIRONNEMENT »**

En application des dispositions de l'article 131 de la loi de finances pour 1990 (n° 89-935 du 29 décembre 1989), le Gouvernement est tenu de publier chaque année un état présentant l'ensemble des crédits inscrits dans la loi de finances de l'année en cours et dans le projet de loi de finances en faveur de la protection de la nature et de l'environnement.

Cet état récapitule également l'ensemble des dépenses des collectivités territoriales et opérateurs au cours de l'année précédente.

A cet effet, vous voudrez bien remplir la fiche de saisie ci-jointe en l'accompagnant de commentaires précisant, pour chaque sous-politique, la nature des actions financées en faveur de l'environnement.

**Conditions et dates d'envoi :**

*Ces éléments seront adressés au plus tard le 13 juillet 2017 aux correspondants ci-après. Compte tenu du calendrier budgétaire, les montants relatifs aux crédits du PLF 2018 pourront être indicatifs et faire l'objet de rectifications ultérieures, en tout état de cause, avant le 31 juillet 2017.*

*Ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer  
Ministère du Logement et de l'habitat durable  
Secrétariat général  
Direction des affaires financières*

*Tour Pascal B - 92055 La Défense Cedex*

*anne-marie.Le-mogne@developpement-durable.gouv.fr*

*bc1.bc.saf.sg@developpement-durable.gouv.fr*

*Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat*

*Direction du budget, bureau 4BDD – télédoc 278*

*olivier.dufreix@finances.gouv.fr*

PLAN DE L'ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2018 « ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'EFFORT FINANCIER CONSENTI EN 2017 ET PRÉVU EN 2018 AU TITRE DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT »

### ***Chapitre 1 : L'eau, l'air et le sol***

- 1.1 La protection de la ressource en eau
- 1.2 La protection de l'air
- 1.3 La protection des sols
- 1.4 Recherche dans les domaines de l'eau, de l'air et des sols

### ***Chapitre 2 : La biodiversité***

- 2.1 La connaissance du patrimoine naturel et de son évolution
- 2.2 Les outils au service de la préservation de la biodiversité
- 2.3 Recherche dans le domaine de la biodiversité

### ***Chapitre 3 : La protection des espaces naturels***

- 3.1 La protection des espaces naturels terrestres et des paysages
- 3.2 La protection des espaces maritimes
- 3.3 La protection des zones humides
- 3.4 Recherche dans le domaine de la protection des espaces naturels

### ***Chapitre 4 : La prévention des risques et des déchets***

- 4.1 La prévention des risques naturels et hydrauliques
- 4.2 La prévention et la gestion des déchets
- 4.3 La prévention des risques technologiques
- 4.4 La prévention des risques nucléaires
- 4.4 Recherche dans le domaine des risques et des déchets



## FICHE DE SAISIE du JAUNE ENVIRONNEMENT 2018

*Les dépenses des programmes et des opérateurs sont à ventiler en fonction de leur objet par chapitres et par sous-chapitres. Dupliquer les éléments de la fiche de saisie autant de fois que nécessaire.*

**Chapitre X : Intitule du chapitre (se référer au plan)**

X.X : INTITULE de la section (se référer au plan)

Dépenses budgétaires des programmes

**PXXX Nom du programme (initiales du ministère)**

Action XXX : Nom de l'action du programme

Crédits exécutés 2016	Crédits LFI 2017	Crédits PLF 2018
XXX en millions d'euros	XXX en millions d'euros	XXX en millions d'euros

**Descriptif littéraire détaillé** de ce que recouvrent les crédits en termes d'actions conduites par le programme. Il est attendu un développement de 10 à 30 lignes, en fonction de la diversité des actions menées et de leur enjeu dans le domaine de la nature et de l'environnement.

Dépenses des opérateurs

**Nom de l'opérateur (PXXX programme de rattachement)**

Dépenses exécutées en 2016	Dépenses prévues pour 2017	Dépenses prévues pour 2018
XXX en millions d'euros	XXX en millions d'euros	XXX en millions d'euros

**Descriptif littéraire détaillé** de ce que recouvrent les dépenses en termes d'actions conduites par l'opérateur. Il est attendu un développement d'environ 10 à 30 lignes, en fonction de la diversité des actions menées et de leur enjeu dans le domaine de la nature et de l'environnement.

Dépenses fiscales

		Chiffre pour 2016	Chiffre pour 2017	Chiffre pour 2018
N° de la dépense fiscale	Intitulé de la dépense fiscale			
N° de la dépense fiscale				

## ANNEXE VIII

### JAUNE « EFFORT FINANCIER DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS »

Conformément aux dispositions de l'article 186 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 le Gouvernement transmet au Parlement chaque année une annexe relative à l'Effort financier de l'État en faveur des associations,

Dans le cadre du PLF 2018 cette annexe fera état des subventions versées au cours de l'année 2016,

La direction du budget s'appuie désormais sur les données de référence<sup>1</sup> mises à disposition du public afin de moderniser son action. Ce changement entraîne une modification de la procédure à suivre par les ministères

La direction du budget a établi la liste des subventions payées à partir de la restitution Chorus INF-BUD-59 pour l'exercice 2016 pour la catégorie juridique Z039 « tiers Associations » et le type d'opération (= type d'EJ) ZSUB « subventions ». Cette liste concerne tous les centres financiers (hiérarchie 2016) et tous les groupes de compte tiers. Cette liste a été croisée avec la base SIRENE<sup>2</sup> au 31/12/2016 afin de récupérer plusieurs informations : la localisation géographique selon le code d'organisation géographique (COG) le numéro « RNA » du registre national des associations la nature juridique et l'Activité Principale Exercée (APE) codifiée selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF : Rév2 2008). Cette dernière permet de connaître le secteur économique. Le croisement avec SIRENE permet également de retrouver les bénéficiaires dont l'existence a cessé au 31/12/2016 ainsi que des anomalies relatives à la saisie dans CHORUS. Cette liste a été également croisée avec celle des subventions 2015 afin d'aider pour la saisie des objets, les conventions le cas échéant, et la réserve parlementaire.

Cette liste a été répartie en tableaux Excel<sup>3</sup> par ministère selon l'organisation actuelle (juillet 2017). Le niveau de granularité retenu est le croisement **programme par compte de tiers, soit programme par numéro SIRET**. Précédemment, c'était programme par SIREN, ce qui obligeait à cumuler les montants reçus par programme au niveau d'une association et à ne donner qu'une seule explication.

Les ministères devront s'appuyer sur les classeurs Excel fournis par la direction du budget selon le mode opératoire décrit infra.

#### 1. Les fichiers Excel mis à disposition par la direction du budget

Il existe un fichier Excel par ministère (organisation à juillet 2017) nommé subvention2016\_mincode.xlsx où *code* est le code du ministère dans le tableau ci-dessous.

---

<sup>1</sup> Décret n° 2017-331 du 14 mars 2017 relatif au service public de mise à disposition des données de référence. L'information mise à disposition par la direction du budget sur data.gouv.fr peut être croisée avec les données de référence.

<sup>2</sup> Base des personnes morales françaises identifiées par leur numéro SIRET tenue par l'INSEE  
<https://www.sirene.fr/>.

<sup>3</sup> Les programmes 612, 613 et 614 ne sont pas présents dans ces tableaux car ils ne sont pas gérés dans CHORUS. Voir en fin de §3 la procédure à suivre pour le BACEA.

Ministères (juillet 2017) (code, libellé)		Programme	Nombre de subventions	Montants
01	Europe et affaires étrangères	105	83	2 522 278,23
01	Europe et affaires étrangères	151	38	541 998,72
01	Europe et affaires étrangères	185	124	2 785 928,12
01	Europe et affaires étrangères	209	343	52 700 030,46
01	Europe et affaires étrangères	Total	588	58 550 235,53
02	Culture	131	2825	267 695 442,80
02	Culture	175	1320	39 577 733,27
02	Culture	180	35	1 671 405,00
02	Culture	186	60	1 090 760,60
02	Culture	224	5531	92 910 618,73
02	Culture	313	651	29 085 620,00
02	Culture	334	786	14 539 267,00
02	Culture	Total	11208	446 570 847,40
03	Agriculture et alimentation	142	9	26 734 966,00
03	Agriculture et alimentation	143	596	350 899 852,74
03	Agriculture et alimentation	149	40	778 272,71
03	Agriculture et alimentation	154	203	7 114 042,94
03	Agriculture et alimentation	206	454	14 252 437,59
03	Agriculture et alimentation	215	70	6 666 247,33
03	Agriculture et alimentation	775	17	6 805 247,64
03	Agriculture et alimentation	776	20	41 703 425,30
03	Agriculture et alimentation	Total	1409	454 954 492,25
06	Éducation nationale	139	2514	711 937 167,48
06	Éducation nationale	140	242	760 974,00
06	Éducation nationale	141	303	3 895 962,67
06	Éducation nationale	163	6045	78 961 410,71
06	Éducation nationale	214	735	6 763 548,91
06	Éducation nationale	230	552	58 296 859,00
06	Éducation nationale	Total	10391	860 615 922,77
07	Action et comptes publics	148	47	1 110 773,71
07	Action et comptes publics	156	19	802 056,00
07	Action et comptes publics	218	14	44 342 094,42
07	Action et comptes publics	302	6	5 792 133,38
07	Action et comptes publics	Total	86	52 047 057,51
09	Intérieur	104	974	32 586 401,72
09	Intérieur	122	1793	27 445 747,48
09	Intérieur	161	105	727 828,00
09	Intérieur	176	89	4 268 033,00
09	Intérieur	207	769	2 810 801,06
09	Intérieur	216	85	3 042 205,39
09	Intérieur	232	49	35 037 548,88
09	Intérieur	303	301	273 531 245,07
09	Intérieur	307	123	1 175 072,53

Ministères (juillet 2017) (code, libellé)		Programme	Nombre de subventions	Montants
09	Intérieur	Total	4288	380 624 883,13
10	Justice	101	639	304 038 658,88
10	Justice	107	455	4 477 593,63
10	Justice	166	1	1 000,00
10	Justice	182	275	20 345 441,11
10	Justice	310	420	13 167 567,88
10	Justice	Total	1790	342 030 261,50
12	Services du Premier ministre	129	936	19 343 674,19
12	Services du Premier ministre	162	24	930 983,39
12	Services du Premier ministre	164	1	8 000,00
12	Services du Premier ministre	333	31	64 218,59
12	Services du Premier ministre	Total	992	20 346 876,17
21	Économie et finances	134	564	45 741 773,80
21	Économie et finances	192	32	6 926 367,32
21	Économie et finances	220	8	45 830,00
21	Économie et finances	305	4	1 218 000,00
21	Économie et finances	Total	608	53 931 971,12
23	Transition écologique et solidaire	113	650	30 227 438,35
23	Transition écologique et solidaire	159	1	9 000,00
23	Transition écologique et solidaire	174	56	17 405 101,42
23	Transition écologique et solidaire	181	147	5 434 918,36
23	Transition écologique et solidaire	190	33	1 094 564,24
23	Transition écologique et solidaire	198	2	127 838 313,00
23	Transition écologique et solidaire	203	56	2 140 866,30
23	Transition écologique et solidaire	205	99	5 588 028,65
23	Transition écologique et solidaire	217	714	14 410 802,77
23	Transition écologique et solidaire	612	Gestion hors CHORUS, lignes à ajouter manuellement, voir fin du § 3.	
23	Transition écologique et solidaire	613		
23	Transition écologique et solidaire	613		
23	Transition écologique et solidaire	Total	1758	204 149 033,09
36	Travail	102	1445	332 580 724,40
36	Travail	103	1276	221 513 559,34
36	Travail	111	139	40 226 443,39
36	Travail	155	99	1 095 164,74
36	Travail	Total	2959	595 415 891,87
38	Enseignement supérieur, recherche et innovation	150	96	81 063 549,13
38	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	211	69 986 166,67
38	Enseignement supérieur, recherche et innovation	231	101	7 711 865,00
38	Enseignement supérieur, recherche et innovation	Total	408	158 761 580,80
44	Outre-mer	123	756	21 902 996,99

Ministères (juillet 2017) (code, libellé)		Programme	Nombre de subventions	Montants
44	Outre-mer	138	57	890 295,41
44	Outre-mer	Total	813	22 793 292,40
45	Cohésion des territoires	109	120	7 505 215,00
45	Cohésion des territoires	112	574	21 880 283,74
45	Cohésion des territoires	135	262	18 927 154,98
45	Cohésion des territoires	147	8584	141 646 919,50
45	Cohésion des territoires	177	2269	1 275 210 621,24
45	Cohésion des territoires	Total	11809	1 465 170 194,46
52	Sports	219	2870	96 848 466,77
52	Sports	Total	2870	96 848 466,77
56	Solidarités et santé	124	69	1 012 060,54
56	Solidarités et santé	137	1033	20 313 043,38
56	Solidarités et santé	157	583	4 146 976,02
56	Solidarités et santé	204	377	16 453 053,21
56	Solidarités et santé	304	1542	588 776 236,59
56	Solidarités et santé	Total	3604	630 701 369,74
70	Armées	144	33	2 236 280,00
70	Armées	146	2	205 000,00
70	Armées	167	343	6 009 073,54
70	Armées	169	116	382 420,00
70	Armées	178	1	17 000,00
70	Armées	212	66	5 067 785,21
70	Armées	Total	561	13 917 558,75

## 2. Récupération des fichiers Excel

Les tableaux sont des fichiers .xlsx exploitables avec Microsoft Excel 2010+.

Note pour les utilisateurs de LibreOffice Calc: Il est possible d'ouvrir et d'exploiter les fichiers avec LibreOffice Calc <sup>4</sup>. Pour cela, sélectionner le fichier Excel dans votre répertoire en faisant un clic droit => dans le menu contextuel, choisir « ouvrir avec » => choisir LibreOffice Calc (si ce logiciel ne s'y trouve pas, il faut le rechercher avec « choisir programme par défaut... »). **Il est demandé de toujours enregistrer vos fichiers sous l'extension .xlsx afin que la direction du budget puisse les récupérer.**

**Ces tableaux sont à télécharger sur la page d'accueil de FARANDOLE.**

## 3. Structure et saisie des fichiers Excel

Le tableau suivant décrit les colonnes des fichiers Excel dans l'ordre de gauche à droite et les informations à saisir par les ministères dans les cellules sur fond coloré. Les couleurs correspondent aux couleurs des colonnes dans le fichier.

<sup>4</sup> Testé par la direction du budget avec Calc LibreOffice Version 4.3.7.2.0. Pour toute difficulté, contactez votre correspondant BII à la direction du budget ou votre assistance informatique interne.

**Attention seule les colonnes sur fond coloré sont à actualiser et il est impératif de ne pas toucher aux informations pré-alimentées.**

Une procédure particulière est décrite dans le tableau ci-dessous au niveau de la colonne commentaire pour traiter les cas particuliers.

Nom de la colonne	Saisie	Explication / consigne de saisie
Programme (2016)		Programme budgétaire ouvert en 2016
SIREN		SIREN      SIRET <sup>5</sup> = SIREN+NIC Voir explication (colonne « commentaire ») sous ce tableau pour les valeurs « NR CHORUS »
NIC		NIC      SIRET = SIREN+NIC
Commentaire Cette colonne sert à échanger de l'information entre la direction du budget et les ministères en vue de la saisie. La direction du budget souhaite faire apparaître les entités qui n'existent plus au 31/12/2016.	Facultatif	Les ministères seront attentifs aux explications colonne « objectif 2016 » pour les commentaires marqués en rouge qui signalent des entités qui n'ont pas de SIRET au 31/12/2016. Voir sous ce tableau pour les explications détaillées. Si vous souhaitez qu'une ligne n'apparaisse pas au jaune, il faut saisir dans cette colonne « Commentaire », à la suite de ce qui y est déjà, les caractères #S suivis d'une justification de cette suppression. Si vous souhaitez faire corriger une information pré-chargée, il faut saisir ici dans cette colonne « Commentaire », à la suite de ce qui y est déjà, les caractères #C suivis de votre demande qui précise la colonne concernée
Dénomination		La dénomination d'une association affichée dans le jaune est celle du répertoire SIRENE au 31/12/2016 sauf quand elle n'a pas été trouvée ou lorsqu'il s'agit de celle de CHORUS.
Fournisseur CHORUS (DP)		Identification du fournisseur dans CHORUS. Information pour aider à retrouver le bénéficiaire qui ne sera pas présente dans le jaune « associations »
Montant		Montant CHORUS au croisement programme/tiers CHORUS (= programme/SIRET)
Objet 2016	Obligatoire	Objet de la subvention. Pour la réserve parlementaire, laisser à vide et remplir la colonne bleu clair ou violette ci-dessous.
Objet 2015		Récupéré à partir du jaune précédent pour aider à la saisie. Information placée au niveau de chaque SIREN pour l'entité siège correspondant à la granularité du jaune 2015. Ne sera pas restitué in fine.
Réserve 2016	Facultatif	Réserve parlementaire : Mettre une croix si le parlementaire est <b>inconnu</b> sinon laisser à vide
Parlementaire	Facultatif	Réserve parlementaire : Saisir le prénom et le nom du parlementaire s'il est <b>connu</b> .

<sup>5</sup> Les associations localisées dans les COM et à l'étranger n'ont pas de SIRET. Les associations dans les DOM ont un SIRET.

Nom de la colonne	Saisie	Explication / consigne de saisie
Réserve 2015		Information récupérée à partir du jaune précédent. Information placée au niveau de chaque SIREN pour l'entité siège correspondant à la granularité du jaune 2015. Ne sera pas restituée in fine.
Convention 2016	Facultatif	A renseigner uniquement quand une convention a été conclue avec les objectifs fixés par cette convention en précisant s'ils ont été atteints.
Convention 2015		Information récupérée à partir du jaune précédent. Information placée au niveau de chaque SIREN pour l'entité siège correspondant à la granularité du jaune 2015. Ne sera pas restitué in fine.
Eléments de la convention 2015		Information récupérée à partir du jaune précédent. Information placée au niveau de chaque SIREN pour l'entité siège correspondant à la granularité du jaune 2015. Ne sera pas restitué in fine.
Code NAF		Activité économique selon la nomenclature NAF révision 2. Pour trouver le sens des codes, voir sous le tableau. Information récupérée du fichier SIRENE au 31/12/2016
Nomenclature juridique		Nomenclature juridique. Pour trouver le sens des codes, voir sous le tableau. Information récupérée du fichier SIRENE au 31/12/2016
COG : code département		Code d'organisation géographique. La localisation d'une association affichée dans le jaune est celle du répertoire SIRENE au 31/12/2016. Pour trouver le sens des codes COG, voir sous le tableau.
COG : code commune		Information récupérée du fichier SIRENE au 31/12/2016
COG : ville ou pays		Information récupérée du fichier SIRENE au 31/12/2016

Explication de la colonne « commentaire » :

Valeur de la colonne commentaire	Explication /Consigne
<i>A vide</i>	Le SIRET existe dans CHORUS et dans SIRENE au 31/12/2016. L'entité continue d'exister en 2017. Majorité des cas : environ 51 500 sur 54 200.
SIREN bon, NIC non trouvé dans SIRENE au 31/12/2016 ....	L'établissement n'existe plus au 31/12/2016 dans la base SIRENE. Etant donné que le numéro SIREN est toujours bon à cette date, l'entité continue d'exister. Le SIRET du siège est fourni dans cette colonne. 1977 cas
SIREN non applicable pour les pays étrangers	La base SIRENE concerne uniquement la France hors COM. La colonne COG : département est à « 99 » et le COG récence le pays. 31 cas.
SIREN non applicable pour les COM	La base SIRENE concerne uniquement la France hors COM. La colonne COG : département est à « 98 » et le COG récence la commune. 230 cas.
SIRET retrouvé dans	Le SIRET n'est pas valorisé dans CHORUS. Il a été retrouvé grâce à la



SIRENE au 31/12/2016	correspondance du libellé ou du sigle dans SIRENE. <b>Le compte de tiers CHORUS doit être corrigé.</b> 7 cas.
SIREN non trouvé dans SIRENE au 31/12/2016	Le SIREN valorisé dans CHORUS n'existe plus au 31/12/2016 dans la base SIRENE. Les dénominations sont issues de CHORUS. <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Quand les colonnes SIREN et NIC sont valorisées</b>, elles contiennent le SIRET présent dans CHORUS. Ces entités sont à priori fermées au 31/12/2016 (la cause peut aussi être un SIREN erroné dans CHORUS) : Les ministères seront attentifs aux explications dans la colonne « objectif 2016 » 245 cas.</li> <li>• <b>Quand la colonne SIREN vaut « NR CHORUS »</b> le SIRET n'a pas été valorisé dans CHORUS et il n'existe pas dans SIRENE. Il n'a pas été possible de retrouver de correspondance, les libellés ou sigles ne le permettant pas. <b>Le compte de tiers CHORUS doit être corrigé.</b> Les ministères seront attentifs aux explications dans la colonne « objectif 2016 » 38 cas.</li> </ul>

Possibilité de supprimer des lignes ou d'en corriger :

Si vous souhaitez qu'une ligne<sup>6</sup> n'apparaisse pas au jaune, indiquez dans la colonne « commentaire » à la suite de ce qui y est déjà : « #S » suivi d'une explication<sup>7</sup>.

Si vous souhaitez faire corriger une information, indiquez dans la colonne « commentaire » à la suite de ce qui y est déjà : « #C » suivi de votre demande qui précise la colonne concernée.

Pour le cas particulier du BACEA, il sera possible d'insérer des nouvelles lignes. Pour cela, outre les colonnes en couleur du 1<sup>er</sup> tableau du § 3, il faut indiquer les programmes « 612 », « 613 » ou « 614 » dans la colonne programme. Quand le bénéficiaire est situé en métropole ou dans les DOM, il faut indiquer un numéro SIRET (colonne SIREN + colonne NIC) valide dans la base SIRENE au 31/12/2016. Pour les bénéficiaires localisés dans les COM et à l'étranger, il faut indiquer une localisation COG selon le classeur Excel indiqué ci-après.

Où trouver le sens des colonnes code NAF révision 2, juridique et COG ? Les nomenclatures utilisées par la direction du budget sont à disposition dans un classeur Excel séparé afin de ne pas alourdir davantage les fichiers de saisie.

#### 4. Délai et envoi des classeurs Excel à la direction du budget

**Attention** : Les classeurs Excel sont à renvoyer obligatoirement au format **xlsx**.

Vos correspondants de la direction du budget pour l'envoi des classeurs Excel et les questions sont :

Bureau Informatique : Ludovic Mahieux - 01 53 18 70 38  
[ludovic.mahieux@finances.gouv.fr](mailto:ludovic.mahieux@finances.gouv.fr)

<sup>6</sup> Supprimer la ligne sera considéré comme une anomalie. La direction du budget gèrera les retours par apport à une base de référence.

<sup>7</sup> L'information sera traitée par la direction du budget. Idem pour les corrections.

Bureau des lois de finances : Sylvie Coutures - 01 53 18 71 02  
[sylvie.coutures@finances.gouv.fr](mailto:sylvie.coutures@finances.gouv.fr)

La date limite d'envoi est fixée au **mardi 29 août 2017** au plus tard.

5. Contrôle et correction des classeurs Excel le cas échéant

La direction du budget va contrôler les retours par rapport à sa liste initiale. Des corrections ou des explications pourront être demandées aux ministères le cas échéant. Un ministère qui souhaite contrôler un numéro SIREN/SIRET peut utiliser le formulaire en ligne sur le site de l'INSEE : <https://www.sirene.fr/>

6. Présentation de la politique ministérielle de soutien au secteur associatif

Une présentation de la politique ministérielle de soutien au secteur associatif sera rédigée par chaque ministère concerné par le versement de subventions aux associations.

Le texte de cette présentation sera inséré dans le « jaune » par la Direction du Budget.

La direction du budget conseille de rester synthétique (moins d'une page). Néanmoins, cette présentation pourra être déclinée pour les programmes ayant des politiques de soutien spécifique notamment parce qu'ils appartenaient à un autre périmètre ministériel en 2016.

La livraison des synthèses à la Direction du budget est à faire au format Word. Les documents seront nommés `subvention2016_mincode.doc(x)` où *code* est le code du ministère dans le tableau situé au §1 *supra*.

Ces documents sont attendus, par mël aux adresses citées au §4 *supra*, avant le **mardi 12 septembre 2017** au plus tard.

7. L'information au niveau de la « synthèse de l'ensemble du jaune »

**La Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative du ministère de l'éducation nationale** rédigera une présentation des orientations stratégiques de la politique nationale en faveur du secteur associatif **au format Word**. Cette présentation comporte deux parties intitulées :

- Orientation stratégique de l'Etat
- Analyse statistique de l'effort de l'Etat en faveur des associations

Cette direction transmettra ce texte à ses interlocuteurs habituels de la Direction du budget.

Pour information, la liste des dépenses fiscales concourant à la politique de l'État en faveur des associations qui est issue de l'annexe du PLF relative à l'« Évaluation des voies et moyens » sera intégrée au document par les soins de la Direction du budget.

#### 8. Récupération des informations du jaune

Etant donné son caractère particulièrement volumineux, cette annexe jaune (2 volumes ; 1 885 pages) n'est plus imprimée, Elle sera récupérable au format PDF à partir du site : [www.performance-publique.budget.gouv.fr](http://www.performance-publique.budget.gouv.fr).

La liste complète des subventions 2016 présente au jaune final sera diffusée sur [www.data.gouv.fr](http://www.data.gouv.fr) selon un format proche du fichier à saisir.

## ANNEXE IX

### Données structurées extraites des annexes « jaunes » à publier sur le site data.gouv.fr

Dans le cadre de la mission ETALAB telle qu'établie par la circulaire du Premier ministre du 26 mai 2011, il est demandé aux administrations de mettre à disposition sur le site data.gouv.fr les données publiques dont elles assurent la production.

Aussi pour chaque annexe « jaune » relevant de votre compétence, il vous est demandé :

- soit d'informer la direction du budget que les données structurées contenues dans le document seront publiées directement par vos soins ;
- soit de transmettre à la direction du budget les données listées ci-dessous au format CSV, ODS ou XLS.

Dans les deux cas, vous pourrez utiliser l'adresse de messagerie fonctionnelle suivante :

[l-budget-donnees-jaune@finances.gouv.fr](mailto:l-budget-donnees-jaune@finances.gouv.fr) Dans le cas où vous seriez amenés à enrichir le contenu du ou des « jaunes » dont vous assurez la coordination ou auxquels vous contribuez, il vous revient de compléter la liste des données que vous transmettez à la direction du budget ou que vous publierez directement.

Intitulé du "jaune"	Données
Agences de l'eau	Tableau 1 "Synthèse des engagements réalisés en 2011-2016 et prévus en 2017-2018 par les 6 agences de l'eau au titre de leurs programmes d'intervention" Tableau 2 "Synthèse des paiements réalisés en 2011-2016 et prévus en 2017-2018 par les 6 agences de l'eau dans le cadre de leurs programmes pluriannuels d'intervention" Tableau 4 "Détail des recettes de redevances des agences de l'eau" Tableau 5 "Evolution des principaux indicateurs des contrats d'objectifs des 6 agences de l'eau" Tableaux par agence : AE / CP / Equilibre financier / état des mandatements
Bilan des relations financières entre l'Etat et la protection sociale	Tableau "Les versements de l'Etat en tant qu'employeur" Tableau Annexe 2 "Liste des prélèvements fiscaux affectés aux organismes de protection sociale" Tableau Annexe 3 "Les dettes et créances de l'État"
Effort financier de l'Etat dans le domaine de la culture et de la communication	Récapitulatif des états des crédits destinés à des objets d'ordre culturel : tableaux 1, 2, 3 et 4 Tableaux "La mission de comptes de concours financiers - Avances à l'audiovisuel public" Tableau "Les recettes fiscales" Tableau "Les dépenses fiscales"

Intitulé du "jaune"	Données
Transfert financiers de l'Etat aux collectivités territoriales	<p>Annexe 2 : Tableau "Évolution des composantes consacrées à la péréquation au sein de la DGF"</p> <p>Annexe 4 : Tableaux "Détail des mesures de transferts inscrites en LFI et en LFR permettant de passer du périmètre courant..." et "Détail des mesures de transferts constatées en exécution"</p> <p>Annexe 5 : "Tableau de synthèse sur l'équilibre financier général du compte d'avances aux Collectivités Territoriales"</p> <p>Annexe 6 : Tableau "Annexe 1" et "Annexe 2"</p> <p>Annexe 7 : Tableaux "Liste des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales bénéficiaires de subventions globales au titre de la programmation 200N-20NN des fonds structurels" et "Liste des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales bénéficiaires de subventions globales au titre de la programmation FSE 200N-20NN"</p>
Effort financier de l'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises	<p>Tableau "Récapitulation des crédits budgétaires"</p> <p>Tableau "Budgets consolidés du réseau des établissements consulaires"</p> <p>Tableau "Budget consolidé du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat"</p> <p>Tableau "Part des taxes finançant des actions en faveur des PME"</p>
Etat récapitulatif de l'effort financier consenti en 2016 et prévu en 2017 au titre de la protection de la nature et de l'environnement	<p>Tableau récapitulatif des crédits budgétaires affectés à la protection de la nature et de l'environnement</p> <p>Tableau récapitulatif des dépenses des opérateurs affectées à la protection de la nature et de l'environnement</p> <p>Tableau récapitulatif des dépenses fiscales favorables à l'environnement</p>
Etat récapitulatif des crédits de fonds de concours et attribution de produits	DB
Formation professionnelle	<p>Tableau "Budget de la politique de formation professionnelle"</p> <p>Tableau "Budget par public"</p> <p>Tableau "Dépense globale par public bénéficiaire"</p> <p>Tableau "Dépenses des régions consacrées à la formation professionnelle, à l'apprentissage, et à l'orientation"</p> <p>Tableau "Structure des dépenses de la formation professionnelle par région"</p> <p>Tableau "Données selon le secteur d'activité (Naf 80) entreprises de plus de 10 salariés"</p> <p>Tableau "Les bénéficiaires de contrats d'apprentissage"</p> <p>Tableau "Les bénéficiaires de contrats de professionnalisation"</p> <p>Tableaux complémentaires OPCA "Evolution des collectes..." et</p>

Intitulé du "jaune"	Données
	"Charges de formation"
liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du 1er ministre ou des ministres	S/O
Rapport évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements	S/O
Rapport relatif à l'Etat actionnaire	Tableau "Périmètre de combinaison" Tableau "Bilan combinés" Tableau "Ratio financier sur l'ensemble combiné" Tableau "Evolution sectorielle" Tableau "Dividendes perçus" Tableau "Evolution des investissements, de l'emploi et de la valeur ajoutée" Tableau "Opération de l'exercice 20NN" Tableau "Recettes de cession de titres" Tableau "Comptes combinés"
Rapport sur la gestion du fonds de solidarité	S/O
Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures	Tableau "budget ANR" Tableau "Financement de projets de R&D labellisés par des pôles de compétitivité" Tableau "Enveloppes régionales (part Etat en million d'euros)" Tableau "Répartition régionale de la DIRD" Tableau "Financement et exécution de la R&D en France" Tableau "Répartition par branche de recherche des principaux agrégats financiers de la recherche des entreprises" Tableau "Budgets de R&T par type de collectivité territoriale"
Rapport sur l'état de la fonction publique et les rémunérations	Tableau "Répartition par statut et catégorie hiérarchique des effectifs des trois fonctions publiques" Tableau "Effectifs physiques et équivalents temps plein (ETP) des trois fonctions publiques par statut" Tableau "Évolution des effectifs des ministères" Tableau "localisation des effectifs de la fonction publique" Tableau "Répartition des effectifs physiques des ministères civils selon le type de service d'affectation des agents" Tableau "Répartition indicative par mission des plafonds ministériels d'autorisations d'emplois" Tableau "Salaires nets mensuels moyens par sexe et par catégorie"

Intitulé du "jaune"	Données
	socioprofessionnelle"
Rapport sur les pensions de retraite de la fonction publique	DB
Relations financières avec l'Union européenne	DB
Rapport sur les moyens consacrés à la politique énergétique	Tableau "Importations de pétrole brut par origine" Tableau "Consommation finale d'énergie renouvelable" Tableaux "Bilan de l'énergie" Tableaux par type d'énergie (charbon, pétrole, gaz, électricité, énergies renouvelables)
Opérateurs de l'Etat	DB
Effort financier de l'Etat en faveur des associations	DB
Rapport relatif à la mise en œuvre et au suivi des investissements d'avenir	Tableaux des projets sélectionnés
Rapport sur la gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Tableau "Situation de trésorerie du fonds de prévention des risques naturels majeurs" Tableaux "Synthèse des dépenses financées sur le fond de prévention des risques majeurs par type de mesure et par type de risque" Tableau "Prévision de dépenses par catégories de mesures" Tableaux Annexes "Financement des procédures d'expropriation et des procédures d'acquisition amiable"
Rapport sur la programmation des emplois de la participation des employeurs à l'effort de construction	Tableaux "Flux financiers fonds règlementés" Tableaux "Concours financiers des collecteurs associés de l'UESL aux personnes physiques et aux personnes morales"
Rapport annuel du gouvernement portant sur le réseau conventionnel de la France en matière d'échange de renseignements	S/O
Rapport sur les autorités publiques indépendantes	S/O

## ANNEXE IX

### Données structurées extraites des annexes « jaunes » à publier sur le site data.gouv.fr

Dans le cadre de la mission ETALAB telle qu'établie par la circulaire du Premier ministre du 26 mai 2011, il est demandé aux administrations de mettre à disposition sur le site data.gouv.fr les données publiques dont elles assurent la production.

Aussi pour chaque annexe « jaune » relevant de votre compétence, il vous est demandé :

- soit d'informer la direction du budget que les données structurées contenues dans le document seront publiées directement par vos soins ;
- soit de transmettre à la direction du budget les données listées ci-dessous au format CSV, ODS ou XLS.

Dans les deux cas, vous pourrez utiliser l'adresse de messagerie fonctionnelle suivante :

[l-budget-donnees-jaune@finances.gouv.fr](mailto:l-budget-donnees-jaune@finances.gouv.fr) Dans le cas où vous seriez amenés à enrichir le contenu du ou des « jaunes » dont vous assurez la coordination ou auxquels vous contribuez, il vous revient de compléter la liste des données que vous transmettez à la direction du budget ou que vous publierez directement.

Intitulé du "jaune"	Données
Agences de l'eau	Tableau 1 "Synthèse des engagements réalisés en 2011-2016 et prévus en 2017-2018 par les 6 agences de l'eau au titre de leurs programmes d'intervention" Tableau 2 "Synthèse des paiements réalisés en 2011-2016 et prévus en 2017-2018 par les 6 agences de l'eau dans le cadre de leurs programmes pluriannuels d'intervention" Tableau 4 "Détail des recettes de redevances des agences de l'eau" Tableau 5 "Evolution des principaux indicateurs des contrats d'objectifs des 6 agences de l'eau" Tableaux par agence : AE / CP / Equilibre financier / état des mandatements
Bilan des relations financières entre l'Etat et la protection sociale	Tableau "Les versements de l'Etat en tant qu'employeur" Tableau Annexe 2 "Liste des prélèvements fiscaux affectés aux organismes de protection sociale" Tableau Annexe 3 "Les dettes et créances de l'État"
Effort financier de l'Etat dans le domaine de la culture et de la communication	Récapitulatif des états des crédits destinés à des objets d'ordre culturel : tableaux 1, 2, 3 et 4 Tableaux "La mission de comptes de concours financiers - Avances à l'audiovisuel public" Tableau "Les recettes fiscales" Tableau "Les dépenses fiscales"



Intitulé du "jaune"	Données
Transfert financiers de l'Etat aux collectivités territoriales	<p>Annexe 2 : Tableau "Évolution des composantes consacrées à la péréquation au sein de la DGF"</p> <p>Annexe 4 : Tableaux "Détail des mesures de transferts inscrites en LFI et en LFR permettant de passer du périmètre courant..." et "Détail des mesures de transferts constatées en exécution"</p> <p>Annexe 5 : "Tableau de synthèse sur l'équilibre financier général du compte d'avances aux Collectivités Territoriales"</p> <p>Annexe 6 : Tableau "Annexe 1" et "Annexe 2"</p> <p>Annexe 7 : Tableaux "Liste des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales bénéficiaires de subventions globales au titre de la programmation 200N-20NN des fonds structurels" et "Liste des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales bénéficiaires de subventions globales au titre de la programmation FSE 200N-20NN"</p>
Effort financier de l'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises	<p>Tableau "Récapitulation des crédits budgétaires"</p> <p>Tableau "Budgets consolidés du réseau des établissements consulaires"</p> <p>Tableau "Budget consolidé du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat"</p> <p>Tableau "Part des taxes finançant des actions en faveur des PME"</p>
Etat récapitulatif de l'effort financier consenti en 2016 et prévu en 2017 au titre de la protection de la nature et de l'environnement	<p>Tableau récapitulatif des crédits budgétaires affectés à la protection de la nature et de l'environnement</p> <p>Tableau récapitulatif des dépenses des opérateurs affectées à la protection de la nature et de l'environnement</p> <p>Tableau récapitulatif des dépenses fiscales favorables à l'environnement</p>
Etat récapitulatif des crédits de fonds de concours et attribution de produits	DB
Formation professionnelle	<p>Tableau "Budget de la politique de formation professionnelle"</p> <p>Tableau "Budget par public"</p> <p>Tableau "Dépense globale par public bénéficiaire"</p> <p>Tableau "Dépenses des régions consacrées à la formation professionnelle, à l'apprentissage, et à l'orientation"</p> <p>Tableau "Structure des dépenses de la formation professionnelle par région"</p> <p>Tableau "Données selon le secteur d'activité (Naf 80) entreprises de plus de 10 salariés"</p> <p>Tableau "Les bénéficiaires de contrats d'apprentissage"</p> <p>Tableau "Les bénéficiaires de contrats de professionnalisation"</p> <p>Tableaux complémentaires OPCA "Evolution des collectes..." et</p>

Intitulé du "jaune"	Données
	"Charges de formation"
liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du 1er ministre ou des ministres	S/O
Rapport évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements	S/O
Rapport relatif à l'Etat actionnaire	Tableau "Périmètre de combinaison" Tableau "Bilan combinés" Tableau "Ratio financier sur l'ensemble combiné" Tableau "Evolution sectorielle" Tableau "Dividendes perçus" Tableau "Evolution des investissements, de l'emploi et de la valeur ajoutée" Tableau "Opération de l'exercice 20NN" Tableau "Recettes de cession de titres" Tableau "Comptes combinés"
Rapport sur la gestion du fonds de solidarité	S/O
Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures	Tableau "budget ANR"Tableau "Financement de projets de R&D labellisés par des pôles de compétitivité"Tableau "Enveloppes régionales (part Etat en million d'euros)"Tableau "Répartition régionale de la DIRD"Tableau "Financement et exécution de la R&D en France"Tableau "Répartition par branche de recherche des principaux agrégats financiers de la recherche des entreprises"Tableau "Budgets de R&T par type de collectivité territoriale"
Rapport sur l'état de la fonction publique et les rémunérations	Tableau "Répartition par statut et catégorie hiérarchique des effectifs des trois fonctions publiques" Tableau "Effectifs physiques et équivalents temps plein (ETP) des trois fonctions publiques par statut" Tableau "Évolution des effectifs des ministères" Tableau "localisation des effectifs de la fonction publique" Tableau "Répartition des effectifs physiques des ministères civils selon le type de service d'affectation des agents" Tableau "Répartition indicative par mission des plafonds ministériels d'autorisations d'emplois" Tableau "Salaires nets mensuels moyens par sexe et par catégorie"

Intitulé du "jaune"	Données
	socioprofessionnelle"
Rapport sur les pensions de retraite de la fonction publique	DB
Relations financières avec l'Union européenne	DB
Rapport sur les moyens consacrés à la politique énergétique	Tableau "Importations de pétrole brut par origine" Tableau "Consommation finale d'énergie renouvelable" Tableaux "Bilan de l'énergie" Tableaux par type d'énergie (charbon, pétrole, gaz, électricité, énergies renouvelables)
Opérateurs de l'Etat	DB
Effort financier de l'Etat en faveur des associations	DB
Rapport relatif à la mise en œuvre et au suivi des investissements d'avenir	Tableaux des projets sélectionnés
Rapport sur la gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Tableau "Situation de trésorerie du fonds de prévention des risques naturels majeurs" Tableaux "Synthèse des dépenses financées sur le fond de prévention des risques majeurs par type de mesure et par type de risque" Tableau "Prévision de dépenses par catégories de mesures" Tableaux Annexes "Financement des procédures d'expropriation et des procédures d'acquisition amiable"
Rapport sur la programmation des emplois de la participation des employeurs à l'effort de construction	Tableaux "Flux financiers fonds règlementés" Tableaux "Concours financiers des collecteurs associés de l'UESL aux personnes physiques et aux personnes morales"
Rapport annuel du gouvernement portant sur le réseau conventionnel de la France en matière d'échange de renseignements	S/O
Rapport sur les autorités publiques indépendantes	S/O

## ANNEXE X

### Charte de présentation des annexes « Jaunes » au PLF

Les annexes « jaunes » au projet de loi de finances ne sont pas produites par l'application Farandole. Toutefois, il est indispensable d'assurer un minimum d'homogénéité entre tous les documents budgétaires.

Vous trouverez en pièce jointe de la présente circulaire un fichier **Modèle-Charte\_Jaune.doc** qui reprend les principaux styles recommandés ainsi qu'une table des matières prédéfinie. Il suffira d'utiliser les styles des différents niveaux de titre présenté (Titre1J à Titre5J) ou utiliser l'outil pinceau « Reproduire la mise en forme » :

- Ce fichier contient quelques **styles prédéfinis** : FAR09Noir pour le texte, FAR07Noir pour les notes, FARtab07Noir pour les tableaux...
- Il contient aussi un format de **table des matières** qui est basé sur les styles **Titre1J** à **Titre5J**. Pour utiliser cette présentation, il suffira d'insérer la table des matières en suivant la procédure normale de Word, via le menu Insertion, Référence puis « Tables et index... », ou conserver la table présente en l'actualisant (clic-droit puis « Mettre à jour les champs » et « Mettre à jour toute la table »).
- De plus, le format de page distingue les pages paires et impaires avec une gestion adaptée des **en-têtes** qui sont similaires aux en-têtes des PAP et des RAP.

La page de couverture avec le nom du document sera préparée par la direction du budget sous la forme d'une page formalisée (à l'instar des PAP...) avec une « Marianne ».

Nous vous recommandons fortement de **repartir du document publié l'an passé** et qui a été remis en forme par la Direction du budget avant envoi à l'imprimeur. Ces documents sont tous au format Word ; vous pourrez ainsi récupérer les titres, la table des matières ainsi que le format des pages et tous les styles adéquats et ne vous concentrer que sur le contenu en respectant tout de même les styles.

Si vous ne repartez pas du document validé par nos soins, vous risquez dans les années à venir d'avoir un document imprimé beaucoup moins présentable dans la mesure où la remise en forme de tous ces documents (plus de 25) demande beaucoup de ressources qui ne sont pas éternelles par définition.

N'hésitez pas à vous adresser à votre correspondant budgétaire à la Direction du budget qui vous fournira votre document au format Word.

[illegible]